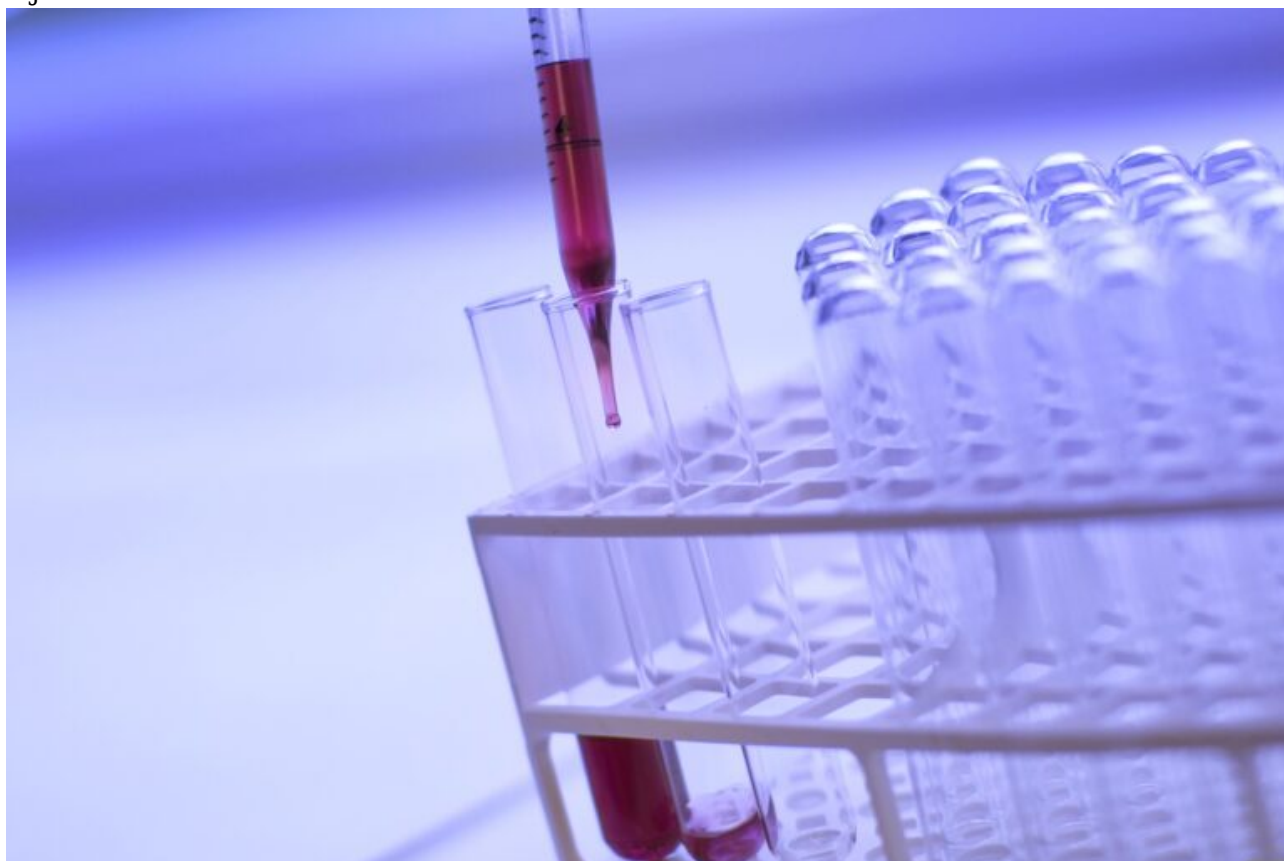


Enseignement : L'avenir de la France compromis ?

Category: 2020-2030,Actualités
9 juin 2026



« Le naufrage de l'enseignement scientifique et technique compromet l'avenir de la France »

Tribune de Yves Bréchet, physicien et membre de l'Académie des sciences, et de Joachim Le Floch-Imad, directeur de la Fondation *Res Publica*, publiée dans *Le Figaro* du vendredi 5 juin 2026.

S'il fallait une preuve supplémentaire de la chute libre du niveau scolaire des jeunes Français, une note publiée fin avril par la Direction de l'évaluation du ministère de l'Éducation nationale est venue la fournir. Elle établit que les résultats en sciences - physique-chimie, SVT et technologie - des élèves de troisième n'ont cessé de se dégrader depuis 2013. Ces chiffres s'ajoutent aux constats alarmants en mathématiques issus des évaluations nationales, qui montrent qu'un collégien sur deux ne maîtrise pas les automatismes élémentaires. L'étude Pisa révèle, pour sa part, qu'en vingt ans, le niveau en mathématiques des élèves de 15 ans a chuté

de l'équivalent d'une année scolaire. Quant à TIMSS, elle classe les élèves français de CM1 derniers de l'Union européenne et, à l'échelle mondiale, derrière l'Azerbaïdjan et l'Albanie.

Bien sûr, des personnalités de tous horizons ont déjà alerté sur un sujet d'une gravité singulière dans un pays qui, jadis, tirait orgueil de voir la foule se presser au Panthéon pour contempler le pendule de Foucault démontrer la rotation de la Terre, tandis que la presse en faisait un événement national.

Des professeurs, des essayistes et des responsables politiques - avant d'arriver au pouvoir ou après l'avoir quitté - ont sonné le tocsin.

Des mathématiciens ont fait part de leur inquiétude, et l'ont parfois payé cher, à l'image du médaillé *Fields* Laurent Lafforgue, contraint de démissionner du Haut Conseil de l'éducation pour avoir dénoncé les responsabilités de la « Nomenklatura de l'Éducation nationale ».

De grands capitaines d'industrie sont montés au créneau : Louis Gallois, Patrice Caine, ainsi que le directeur général de Safran, Olivier Andriès.

Ces avertissements sont restés sans effet, si bien que la « crise de l'école », que notre classe dirigeante regarde avec indifférence, voire complaisance, s'est poursuivie à bas bruit, à la faveur d'un processus protéiforme : recul de l'exigence intellectuelle et de l'idéal méritocratique ; affaissement d'un corps social où l'amour des sciences a presque disparu ; pédagogies contestables et réformes délétères ; mépris de la technocratie ministérielle pour le corps enseignant ; mais aussi niveau insuffisant en mathématiques et en sciences d'une partie de celui-ci, la formation initiale n'en garantissant plus toujours la maîtrise et la formation continue ne parvenant pas à combler des lacunes qui conduisent certains instituteurs à les enseigner avec appréhension.

Une évidence s'impose : le naufrage de l'enseignement scientifique et technique compromet l'avenir de la nation en tout domaine.

Du point de vue, d'abord, de notre indispensable réindustrialisation, qui suppose que l'on forme davantage d'ouvriers qualifiés, de techniciens et d'ingénieurs - 100 000 de plus par an d'ici à 2035 selon l'Institut Montaigne - et que l'entrée sur le marché du travail soit plus précoce, ne serait-ce que pour augmenter le taux d'emploi des moins de 25 ans, inférieur de 20 % à celui de l'Allemagne.

Du point de vue, ensuite, de la place future de la France dans la compétition internationale. Du rapport « *Science : the Endless Frontier* » publié en 1944 par Vannevar Bush aux travaux des économistes Eric Hanushek et Ludger Woessmann - selon lesquels 25 points supplémentaires à Pisa en mathématiques représenteraient, à l'horizon 2100, 30 % de PIB en plus -, tout montre que la prospérité, la productivité et l'innovation d'une nation dépendent de la qualité de son système éducatif.

Faut-il rappeler, enfin, l'importance des sciences et des mathématiques dans la formation de l'esprit critique et le développement de l'autonomie du jugement, socle sur lequel repose notre conception de la citoyenneté et de la souveraineté populaire ?

Aussi sombre que soit ce diagnostic, rien ne justifie de céder à la résignation. Des solutions existent pour réindustrialiser le pays, relever le défi écologique et orienter efficacement les jeunes vers des métiers plus conformes à leurs talents et aspirations que ceux auxquels peuvent conduire de longues études généralistes. Elles supposent néanmoins un virage à 180 degrés.

C'est d'abord l'image sociale dégradée des sciences qu'il faut restaurer afin d'en faire

connaître la richesse et de susciter des vocations, en s'inspirant par exemple des ressources proposées et des actions menées dans les écoles par des initiatives comme MathAData ou « La main à la pâte », redécouverte merveilleuse de la leçon de choses.

Comme le défend de longue date la Fondation Res Publica, l'Éducation nationale doit en outre renouer avec l'esprit des écoles normales d'instituteurs, où les savoirs disciplinaires occupaient une place centrale dans la formation des maîtres et où les scientifiques considéraient comme un devoir d'être impliqués, ce que nous rappelle le Dictionnaire de pédagogie de Ferdinand Buisson.

Dans le secondaire, il faut fléchir davantage les jeunes Français vers les filières qui permettent de faire et d'agir sur le monde. Cela implique de revenir sur le dogme du collègue unique au profit d'un collègue modulaire, permettant à ceux qui le souhaitent une pré-orientation plus précoce vers la voie technique et l'apprentissage. La Suisse et l'Allemagne offrent à cet égard un modèle.

Qu'attendons-nous, en outre, pour refaire de la recherche une priorité nationale, du point de vue des investissements consentis comme de son articulation avec les logiques productives, et pour repenser en profondeur l'enseignement supérieur, où 36 % des étudiants obtiennent leur licence en trois ans, contre 69 % au Royaume-Uni ? Puisque, comme le disait Georges Pompidou, « *si l'université n'organise pas la sélection, la vie s'en chargera* », une telle réforme exige une sélection plus rigoureuse à l'entrée, afin d'enrayer l'explosion des inscriptions et la dévaluation des diplômes - rupture qui gagnerait à aller de pair avec la création d'un « chèque formation », utilisable tout au long du parcours professionnel, pour (re)venir à l'université, actualiser ses compétences ou aider à se reconverter. Elle suppose aussi un rééquilibrage des effectifs au profit des filières scientifiques, au détriment des sciences humaines saturées, où le risque de chômage à l'issue des études est deux fois plus élevé - paradoxe accablant pour le pays européen où le chômage des jeunes a justement le plus progressé l'an dernier.

Une telle feuille de route, non exhaustive, dessine, au-delà des demi-mesures palliatives, une refondation d'ensemble de notre système éducatif. Le chantier est immense. Il exige, face aux résistances politiques, administratives, syndicales et culturelles que l'on devine aisément, de la volonté, de la méthode et un cap clair, soit précisément ce qui fait défaut depuis des décennies. Mais c'est à ce prix que l'on pourra mettre fin à l'effondrement de l'enseignement scientifique et technique et relever les défis du XXI^e siècle. Faute de quoi, le déclassement de la France se poursuivra et nous ne serons plus que les spectateurs d'un avenir qui s'écrira sans nous.

Yves BRECHET et Joachim LE FLOCH-IMAD

Le Figaro

5 juin 2026

Source photo bandeau : Pixabay